

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Décision d'examen au cas par cas n° 2024-8460 en application de l'article R 122-3 du code de l'environnement

Le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet de la région Hauts-de-France, préfet du Nord, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 2024 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Julien Labit, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2024-8460, déposé complet le 29 novembre 2024, par Monsieur Eric Chouvet relatif au projet de boisement, sur la commune de Warluis, dans le département de l'Oise;

L'agence régionale de santé Hauts-de-France ayant été consultée le 6 décembre 2024 ;

Considérant ce qui suit:

1. le projet, qui consiste à boiser 4 hectares de prairies permanentes, relève de la rubrique 47.c) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas tout premier boisement d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare ;

2. le boisement sera constitué principalement de chênes sessiles, chênes pubescents, alisiers torminals, érables sycomore et de charmes pour un objectif de compensation de défrichement réalisé sur une carrière

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine qui nécessitent une étude d'impact ;

Décide

Article 1^{er}:

Le projet de boisement sur la commune de Warluis, dans le département de l'Oise déposé par Monsieur Eric Chouvet, n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2:

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3:

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 7 janvier 2025

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'environnement
de l'aménagement et du logement,
Le directeur régional adjoint,